

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : MA 25 SU 0026

**OBJET DU MARCHE : SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN
LIAISON FROIDE POUR DES ETABLISSEMENTS MEDICAUX ET MEDICO-SOCIAUX DE
FILIERIS SUD**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE	4
1.1	OBJET DU MARCHE.....	4
1.2	ALLOTISSEMENT	4
1.3	PROCEDURE UTILISEE	5
1.4	CLASSIFICATION CPV	5
1.5	MONTANT MAXIMUM DE COMMANDE PAR LOT	6
1.6	DUREE DU MARCHE.....	6
ARTICLE 2	PARTIES CONTRACTANTES	7
ARTICLE 3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
3.1	PIECES PARTICULIERES	7
3.2	PIECES GENERALES	8
3.3	DISPOSITIONS PARTICULIERES	8
3.4	TRANSFERT DE PERSONNEL POUR LE LOT N°2.....	8
ARTICLE 4	CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE.....	9
4.1	CONDITIONS DE LIVRAISON DES DENREES.....	9
4.2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DU PERSONNEL AFFECTE SUR LE SITE.....	9
4.2.1	NORMES ET LA REGLEMENTATION	9
4.2.2	CONTRAINTES D’EXECUTION.....	10
4.2.3	OBLIGATION EN CAS DE PANDEMIE	10
4.2.4	ABSENCE PROLONGEE, DEPART, REMPLACEMENT DU PERSONNEL, CONTINUITE DE SERVICE	10
4.2.5	QUALITE DU PERSONNEL.....	11
4.2.6	OBLIGATION DE DISCRETION DU TITULAIRE (SECURITE ET SECRET PROFESSIONNEL) .	11
4.2.7	OBLIGATION D’INFORMATION DU TITULAIRE.....	12
4.3	VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES	13
4.4	CONTROLE DES PRESTATIONS	14
4.5	GOVERNANCE ET PILOTAGE DU CONTRAT	15
ARTICLE 5	DISPOSITIONS FINANCIERES	15
5.1	CARACTERISTIQUE ET FORME DES PRIX.....	15
5.2	REVISION DES PRIX	16
5.2.1	REVISION DES PRIX UNITAIRES REPAS :	17

5.2.2	REVISION DES PRIX FORFAITAIRES –MASSE SALARIALE DE LA CUISINE EPHAD	
	PAMPELONNE:.....	17
5.2.3	ARRONDI :.....	17
5.3	MODE DE REGLEMENT, FACTURATION ET PAIEMENT	18
ARTICLE 6	CLAUSE DE REEXAMEN	19
ARTICLE 7	PENALITES.....	20
ARTICLE 8	RESILIATION	22
ARTICLE 9	MISE EN DEMEURE	22
ARTICLE 10	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	22
ARTICLE 11	CESSIONS D’ACTIVITE ET DE CREANCE	23
ARTICLE 12	SOUS-TRAITANCE.....	23
ARTICLE 13	MODIFICATIONS DE MARCHE.....	24
ARTICLE 14	REVUE DE MARCHE	25
ARTICLE 15	AVANCE	25
ARTICLE 16	ASSURANCE	25
ARTICLE 17	DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE	26
ARTICLE 18	LITIGES	28
ARTICLE 19	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	29

ARTICLE 1 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1 OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent :
SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR
DES ETABLISSEMENTS MEDICAUX ET MEDICO-SOCIAUX DE FILIERIS SUD

La description des prestations à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Particulières Techniques (CCTP) et ses annexes.

1.2 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté comme suit :

LOT 1 : SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE
POUR L'ETABLISSEMENT DE LA CLINIQUE SAINTE-BARBE (PSB)

- Clinique « Sainte-Barbe » 2, Avenue de Neckarsulm 81400 CARMAUX

Pour le **lot 1**, la production des repas est réalisée dans une cuisine externe sur un site propre au TITULAIRE. Le titulaire assurera la livraison des repas en liaison froide dans la cuisine de l'établissement précité.

LOT 2 : SERVICES DE PREPARATION, LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE,
POUR L'ETABLISSEMENT DE L'EHPAD DE PAMPELONNE (EHPAD)

- EHPAD « Pampelonne » 21, Avenue Jean-Jaurès 81190 PAMPELONNE

Pour le **lot 2**, la production des repas est réalisée dans une cuisine externe sur un site propre au titulaire. Le titulaire assurera la livraison des repas en liaison froide dans la cuisine de l'établissement précité et mise à disposition de l'EHPAD du personnel pour les activités de dressage, de plonge et de confection de repas mixés.

Le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives, ainsi que des règles d'usage de la profession.

LOT 3 – SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON POUR
L'ETABLISSEMENT DU CENTRE DE REHABILITATION RESPIRATOIRE DE FOLCHERAN,
LES VANS (CRR)

- Centre de Réhabilitation Respiratoire (CRR) de Folcheran Gravières BP 50038 07140 LES VANS

Pour le **lot 3**, la production des repas est réalisée dans une cuisine externe sur un site propre au TITULAIRE. Le TITULAIRE assurera la livraison des repas en liaison froide dans la cuisine de l'établissement précité.

LOT 4 – SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR L'ETABLISSEMENT DE LA RESIDENCE D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE (RHT)

- Résidence d'hébergement temporaire « La Pierre Percée » - 3 route de Villard Merlat – 38770 LA Motte d'Aveillans

Pour le lot 4, la production des repas est réalisée dans une cuisine externe sur un site propre au TITULAIRE. Le titulaire assurera la livraison des repas en liaison froide dans la cuisine de l'établissement précité.

Les candidats peuvent déposer une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.
Les lots seront attribués individuellement.

Si le candidat dépose une offre pour plusieurs lots : il devra identifier clairement les lots au titre desquels il soumissionne et présenter son offre de manière à ce que chaque lot puisse être noté de manière distincte.

1.3 PROCEDURE UTILISEE

La procédure de consultation utilisée est **la procédure adaptée**, en application des dispositions des articles L2123-1.2°, R2123-1.3° et R2123-2 à R2123-7 et de l'annexe 3 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

En effet, l'objet du marché est compris dans la catégorie des services « sociaux et autres services spécifiques » mentionnés à l'annexe 3 du CCP.

Pour chaque lot, le présent marché est **un accord-cadre à bons de commande** au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sans montant minimum avec un maximum annuel par lot, tel que fixé à l'article 1.5 du présent CCAP.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale (NOR: SSAS1816604A).

1.4 CLASSIFICATION CPV

Code CPV	Intitulé
55321000-6	Services de préparation de repas
55521200-0	Services de livraison de repas
55320000-9	Services de distribution de repas
55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas

1.5 MONTANT MAXIMUM DE COMMANDE PAR LOT

Lots	Montant maximum annuel de commande par lot
LOT 1 : SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR L'ETABLISSEMENT DE LA CLINIQUE SAINTE-BARBE (PSB)	175 000 € HT
LOT 2 : SERVICES DE PREPARATION, LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE, POUR L'ETABLISSEMENT DE L'EHPAD DE PAMPELONNE (EHPAD)	365 000 € HT
LOT 3 : SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON POUR L'ETABLISSEMENT DU CENTRE DE REHABILITATION RESPIRATOIRE DE FOLCHERAN, LES VANS (CRR)	228 000 € HT
LOT 4 : SERVICES DE PREPARATION ET DE LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR L'ETABLISSEMENT DE LA RESIDENCE D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE (RHT)	115 000 € HT
Total	883 000 €

1.6 DUREE DU MARCHÉ

Pour chaque lot, le marché prend effet à la date de notification avec une date de début d'exécution fixée :

- au 19 janvier 2026 pour le lot 1
- au 19 janvier 2026 pour le lot 2
- au 1^{er} avril 2026 pour le lot 3
- au 1^{er} février 2026 pour le lot 4

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une période d'exécution initiale de **12 mois**.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché relatif à chaque lot pourra être reconduit expressément **trois** (2) fois par le représentant du pouvoir adjudicateur, par période successive de douze (12) mois. Pour la troisième reconduction ou dernière période d'exécution, la durée de la reconduction sera harmonisée, de manière à avoir une date de fin identique pour l'ensemble des lots correspondant, à la plus précoce des dates de fin. En tout état de cause, la durée globale du marché, reconductions comprises, ne peut dépasser 48 mois.

Le cas échéant, la reconduction sera effectuée de manière expresse un mois avant la date anniversaire du marché, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 1 mois.

Conformément à l'article R2162-5 du CCP, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à trois mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 PARTIES CONTRACTANTES

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la
CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES
77, avenue de Ségur
75714 PARIS CEDEX 15**

- Le titulaire du Marché désigne dès la notification du marché la ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...).

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS:

3.1 PIECES PARTICULIERES

- **L'acte d'engagement** (ATTRI1) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU)
 - Annexe 2 : Cadre de réponse technique (CRT)
 - Annexe 3 : Horaire planning type
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP)
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Règlementation produits
 - Annexe 2 : Grammages CRR Folcheran
 - Annexe 3 : Reprise du personnel
- Le **Dossier Technique** remis par le titulaire à l'appui de son offre (CRT - mémoires technique et de Développement durable) ;
- Les bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations au CCAG/FCS sont précisées dans le dernier article du présent CCAP.

3.2 PIECES GENERALES

- Code de la commande publique (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale (NOR: SSAS1816604A) ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (NOR : TREP1902395L) – AGECE ;
- La loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (NOR : AGRX1736303L) – EGALIM ;
- La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

3.3 DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les Pièces particulières et générales évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de la CANSSM, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles.

3.4 TRANSFERT DE PERSONNEL POUR LE LOT N°2

Les prestations, objet du présent marché, sont assujetties à une obligation de reprise du personnel pour le lot n°2.

Conformément à l'article L.1224-2 du Code du travail et à la convention collective du personnel des entreprises de restauration du 20 juin 1983, le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours.

Les données relatives aux agents à reprendre sont consultables en annexe n°3 du CCTP.

La CANSSM fournira au titulaire du marché, les coordonnées de l'ancien titulaire.

A la date de début d'exécution du marché, le titulaire doit avoir accompli toutes les formalités relatives à la reprise du personnel.

6 mois avant le terme du marché, le titulaire devra remettre à la CANSSM tous les renseignements relatifs au personnel permettant d'assurer l'éventuel transfert de personnel au sens des dispositions de l'article L. 1224-2 du Code du travail.

Le titulaire disposera d'un délai d'un mois pour transmettre ce document à la CANSSM.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 CONDITIONS DE LIVRAISON DES DENREES

Les produits doivent être transportés et livrés dans les conditions prévues par la réglementation et les spécifications du cahier des clauses techniques particulières.

Le transport et la livraison s'effectuent, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de stockage. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La livraison doit être effectuée aux lieux de livraison indiqués à l'article 1.4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), jours ouvrables et heures d'ouverture des établissements.

Les véhicules utilisés pour réaliser la livraison sont équipés d'un matériel de manutention approprié au chargement et déchargement des palettes (hayons, transpalettes électriques par exemple).

Le véhicule a une taille compatible avec les conditions d'accès et de manœuvre du lieu de livraison, l'entrée à l'intérieur de l'établissement est interdite à tout véhicule ne respectant pas les dimensions tolérées.

Le chauffeur livreur doit respecter les consignes de stationnement, arrêter son moteur pendant le déchargement et serrer le frein à main. Le chauffeur livreur représente le fournisseur. Les marchandises sont déchargées du véhicule par le chauffeur livreur qui les place à l'endroit désigné à l'abri des intempéries dans un lieu préalablement défini par chaque établissement. Le titulaire du marché obligera son prestataire à respecter ces dispositions.

4.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DU PERSONNEL AFFECTE SUR LE SITE

4.2.1 NORMES ET LA REGLEMENTATION

Le titulaire doit respecter l'ensemble des législations, réglementations et normes en vigueur pendant toute la durée du marché. Il ne pourra se prévaloir de l'évolution de celles-ci pour exiger une remise en cause de tout ou partie des clauses contractuelles.

En complément, le titulaire devra plus particulièrement respecter les législations suivantes :

- LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (NOR : TREP1902395L) - AGECE
- LOI n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (NOR : AGRX1736303L) – EGALIM
- LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets – CLIMAT ET RESILIENCE
- **L'arrêté du 8 octobre 2013 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social**, avec application de la méthode HACCP

4.2.2 CONTRAINTES D'EXECUTION

Le titulaire doit respecter en tous points la réglementation en vigueur en matière de sécurité alimentaire et doit à tout moment être en mesure de démontrer qu'à tous les niveaux, les modalités d'exploitation des restaurants respectent en tous points ces réglementations.

Le suivi de la sécurité alimentaire sera d'ailleurs partie intégrante, et ceci en toute transparence, des rapports d'activité trimestriels et annuels remis par le titulaire à l'établissement. Le contenu de ces rapports sera adapté aux exigences de l'établissement et validé conjointement par le Directeur et le responsable qualité de l'établissement, ainsi que le titulaire.

L'établissement se réserve le droit de faire procéder à des contrôles sanitaires de tout ordre (contrôle de denrées alimentaires, contrôles des plans de nettoyage...) au sein des restaurants et des cuisines.

4.2.3 OBLIGATION EN CAS DE PANDEMIE

En cas de pandémie, le titulaire s'engage conformément à son plan de continuité d'activité à assurer sa prestation de restauration. Le plan de continuité d'activité doit être fourni à l'établissement dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire devra se référer à la circulaire DGT/18 du 18 décembre 2007 relative à la continuité de l'activité des entreprises et aux conditions de travail et de l'emploi des salariés du secteur privé en cas de pandémie grippale disponible sur le site interministériel dédié.

4.2.4 ABSENCE PROLONGEE, DEPART, REMPLACEMENT DU PERSONNEL, CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire s'engage à assurer la continuité de ses prestations, conformément aux obligations découlant des documents du marché, pendant toute la durée du marché, sauf dans les cas suivants :

- Destruction totale ou partielle des biens immobiliers appartenant à l'établissement et nécessaires à la bonne marche du service de restauration,
- Obligation de suspendre l'exécution du service pour des raisons d'ordre public, d'hygiène et de sécurité non imputables au titulaire.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à :

- Maintenir en stock, les produits alimentaires nécessaires à la confection de menus de secours correspondant à deux (2) journées de prestations alimentaires (du petit déjeuner au diner). La gestion de ce stock ainsi que le coût d'immobilisation des produits est de la responsabilité du TITULAIRE et ne saurait entraîner de facturation supplémentaire.
- Respecter les décisions officielles et garantir à l'établissement la disponibilité du personnel et des produits alimentaires en cas de déclenchement de :
 - Plan Canicule
 - Plan Bleu
 - Plan Blanc

En cas d'absence ou de défection de son personnel affecté à l'exécution de la prestation, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas affectée.

En cas de survenance d'un cas de force majeure, le titulaire se rapprochera de l'établissement pour étudier d'un commun accord, les modalités de service minimum.

En cas de grève de son personnel, le titulaire s'engage, sans pour autant remettre en cause le droit de grève, à faire tout son possible pour assurer un service minimum au sein du service de restauration, particulièrement pour les patients/résidents notamment en prévoyant des repas de secours.

Dans le cadre du lot 2, en cas de rupture du marché et pour quelque motif que ce soit, le titulaire fera son affaire de la reprise de ses salariés affectés sur les établissements FILIERIS à la réalisation des prestations, objets des présentes et de les réintégrer dans ses effectifs. Au même titre, le TITULAIRE en cas de reprise du marché par une autre société de restauration collective ou de prestations de service alimentaire fera son affaire du transfert de ses agents affectés à la réalisation des prestations restauration aux seins des établissements FILIERIS identifiés.

En tout état de cause, FILIERIS, n'appliquera aucune clause de portefort visant à reprendre ou à faire reprendre les agents du titulaire.

4.2.5 QUALITE DU PERSONNEL

Pendant la durée du marché, l'établissement sera particulièrement attentif à ce que le personnel donne pleinement satisfaction et soit adapté à l'exécution de la prestation, notamment concernant les conditions définies au CCTP et au présent CCAP.

Dans le cas contraire, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour le remplacement du personnel en cause.

4.2.6 OBLIGATION DE DISCRETION DU TITULAIRE (SECURITE ET SECRET PROFESSIONNEL)

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à la CANSSM, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Le titulaire (ou l'un de ses agents) qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel ou occasionnel, des renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Toute recherche de renseignements sur le personnel ou enregistrement de communication ou de numéros entrants ou sortants sont expressément interdits.

Tous les documents, informations, données de toute nature auxquels le titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secret au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont ils auront connaissance durant l'exécution du marché. Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par la CANSSM au titulaire restent la propriété de la CANSSM.

Conformément à l'article 32 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), le Titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés ;
- ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces informations documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché.

En cas de violation par le titulaire ou un de ses sous-traitants des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues à l'article 7, voire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

4.2.7 OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer sans délai la CANSSM de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute procédure qui entraînerait :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- un changement des intervenants proposés,

- une modification dans les méthodes de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou du RIB remis lors de la remise de l'offre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

Dans le cas où les informations ci-dessus référencées ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnité.

Si le titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe la CANSSM pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le titulaire reste seul responsable :

- du respect des clauses du présent marché ;
- de la qualité technique des prestations réalisées

4.3 VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS et en précision du CCTP, des contrôles pourront avoir lieu, à tout moment, à la demande de l'établissement. Ils sont effectués sur les lieux concernés par un agent ou d'un organisme dûment mandaté.

L'établissement est en droit de demander toutes informations relatives à la traçabilité des produits. Elle peut exiger des fiches techniques et/ou de production, des bons de livraison ou des notes explicatives sur les denrées ou procédés du titulaire.

Les contrôles pourront être exercés au moment de la fabrication par le TITULAIRE.

Les vérifications pourront également porter sur les factures des fournisseurs de denrées entrant dans la composition des repas.

Les réclamations seront transmises par mail, dans les 72 heures qui suivent la livraison.

Sans préjudice des dispositions de l'article 7 du présent CCAP, les contrôles de l'établissement sont effectués en considérant que leur objectif est d'éviter les défauts classés selon les critères de gravité suivants :

- Défaut critique : qui, par non-respect des dispositions réglementaires ou diffusion d'information mensongère, risque de mettre en péril la salubrité des produits ou la santé ou la sécurité du convive.
- Défaut majeur : qui, par erreur ou faute dans la mise en œuvre des dispositions réglementaires ou des bonnes pratiques professionnelles ou par inadaptation à

l'attente du convive ou non-respect du CCTP, déclenche un réflexe de refus de consommation de la part d'un groupe de convives identifiés.

- **Défaut** : qui est de nature à réduire l'appétence du convive et/ou la consommation d'un élément du repas, tout en ne présentant pas de risques importants même s'il se répétait fréquemment (inadaptation qualitative ou quantitative aux exigences du CCTP) et erreur logistique ou fonctionnelle entraînant un dysfonctionnement du service.

Pour un défaut critique, l'établissement peut prendre toute disposition de nature à assurer la sécurité et la continuité du service public à la charge du prestataire, en prononçant notamment la fin anticipée du marché, sans droit à indemnités du titulaire.

Tout défaut majeur constaté par tout moyen jugé utile par l'établissement doit être corrigé par le titulaire. Deux défauts majeurs constatés, en moins de trois mois, sont considérés et traités comme un défaut critique.

Tout défaut constaté par tout moyen jugé utile par l'établissement doit être corrigé par le titulaire. Trois défauts constatés, en moins de trois mois, sont considérés comme un défaut majeur.

Les manquements éventuels du titulaire à l'une des clauses du marché font l'objet d'une observation écrite assortie d'une réfaction sur le montant de la facture proportionnelle à l'importance du manquement ou d'un rejet si l'établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état.

4.4 CONTROLE DES PRESTATIONS

La CANSSM, par l'intermédiaire des établissements visés par la prestation, réaliseront régulièrement un suivi des indicateurs prévus à l'article 7 du présent CCAP et aux dispositions prévues à l'article 6.1 du CCTP par la réalisation de contrôles :

Inspection de la cuisine

À cet effet, des visites imprévisibles de la cuisine centrale de Pampelonne seront réalisées. Le constat d'un dysfonctionnement ou d'une non-conformité pourra donner lieu à l'application de pénalités.

Identité et la traçabilité :

- ✓ pour les produits élaborés ou semi-élaborés, pour lesquels le titulaire agit en qualité de négociant, fournis parallèlement aux repas fabriqués par le titulaire, les marques et compositions sont respectées.
- ✓ pour les produits fabriqués par le titulaire, la présence sur la face externe de chaque conditionnement, de la marque de salubrité circulaire visée à l'article 44 du titre 3 de l'A.M. du 29/09/97, avec ses mentions obligatoires.

Le Titulaire s'engage à remplacer à l'identique en qualité et en nombre le(s) repas contrôlés par le service des cuisines des établissements si ce ou ces repas présentent un défaut sur l'un des critères visés ci-dessus.

Le respect des textes en vigueur pour tous les champs réglementaires concernés par l'activité du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à produire à première demande de Filiéris Sud, toute pièce justificative de l'accomplissement de toute formalité légale ;

Régularité, ponctualité et conformité des livraisons aux commandes passées ;

Contrôle des plateaux à chaque service par le Responsable de la cuisine-relais (ou son adjoint), avant remise au CRR de Folcheran : au niveau des températures, des préparations, des grammages et de la conformité aux menus et aux régimes.

Ce contrôle est matérialisé par une fiche d'auto contrôle signée par le responsable de la prestation livrée ;

Les responsables désignés par les établissements, s'assureront que les quantités, les qualités des denrées et les produits livrés répondent aux normes fixées par le CCTP et veillera à l'observation stricte des régimes.

En outre, la CANSSM pourra à discrétion et sans en avertir au préalable le titulaire, diligenter un audit de prestations par un organisme externe.

4.5 GOUVERNANCE ET PILOTAGE DU CONTRAT

A la date d'anniversaire du contrat, le TITULAIRE et la CANSSM se réunissent pour faire le point sur l'exécution du contrat. En cas de circonstances exceptionnelles, ils peuvent se réunir en sus, à tout moment à la demande du TITULAIRE ou de la CANSSM.

Le TITULAIRE s'engage à participer de manière active à ces réunions de pilotage.

Le TITULAIRE s'engage à transmettre à la CANSSM 1 mois avant la date d'anniversaire à minima les informations suivantes :

- Le total facturé HT des produits de qualité et durables hors produits issus de l'agriculture biologique, le total facturé HT des produits issus de l'agriculture biologique et le total facturé HT des produits toutes qualités confondues,
- Les résultats du plan de progrès nutritionnel,
- Les résultats de l'auto-évaluation des prestations,
- Toutes informations qu'il jugera utiles.
- Un compte rendu sur les obligations issues de la loi EGALIM et de la LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

La réunion aura notamment pour objet d'apprécier le fonctionnement global de la prestation, d'identifier l'évolution des besoins à moyen terme, de faire un point sur la composition de liste du personnel, etc...

En outre, la réunion de pilotage aura pour objet d'analyser les résultats du plan de progrès et le cas échéant de le faire évoluer pour l'adapter aux conditions d'exécution du présent contrat.

ARTICLE 5 DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 CARACTERISTIQUE ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans le bordereau de prix (**ANNEXE 1 de l'Acte de l'Engagement**), dont les prix sont exprimés en euros (€).

Pour le lot 2, Le **marché est conclu à prix mixtes**, décomposé de la manière suivante :

- Les prix forfaitaires correspondant aux frais fixes de l'EPHAD Pampelonne du Bordereau des Prix (frais de personnel, frais fixe de fonctionnement, rémunération fixe du titulaire).
- Les prix unitaires correspondant aux fournitures de Déjeuner/Diner du Bordereau des Prix Unitaires.

Pour les lots 1, 3 et 4, **Le marché est conclu à prix unitaires**

Les prix facturés par le titulaire du marché dans le cadre de l'exécution du contrat ne devront pas différer des prix indiqués par le titulaire du marché lors de la remise de son offre et figurant dans l'ANNEXE 1 de l'acte d'engagement (ATTR11), sous réserve des révisions de prix prévues ci-après (article 5.2 du CCAP).

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

En cas d'évolution des réglementations et/ou spécifications de référence applicables au présent marché et notamment dans l'hypothèse où le Gouvernement viendrait à mettre en place un dispositif conduisant à compenser en tout ou partie, les charges et/ou surcoûts correspondants, les parties pourront procéder au réexamen des conditions financières du marché dans les conditions prévues à l'article 6 du présent CCAP – « Clause de Revoyure ».

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la première année du marché, puis révisables dans les conditions visées ci-après.

Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché, à l'initiative du titulaire. Celui-ci devra faire parvenir à la CANSSM (service.marches@filieris.fr) une proposition de révision des prix un mois au plus tard avant ladite date d'anniversaire. Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

5.2.1 REVISION DES PRIX UNITAIRES REPAS :

La formule ci-après s'applique sur l'ensemble de prix unitaires relatifs à la fourniture de repas et sur les prix des produits sur commande :

Formule de calcul :

$$P = P_o * (0,250 + 0,750 N/N_o)$$

Avec

P = prix révisé

P_o = prix de base en cours d'application (ou prix HT de l'offre initiale)

N = Indice annuel des prix à la consommation (IPC) au mois anniversaire de la révision des prix

N_o = Indice annuel des prix à la consommation (IPC) correspondant à la date de remise des offres

Indice de référence :

Indice des prix à la consommation harmonisée annuel - Base 2015 - sous l'identifiant 001764364

5.2.2 REVISION DES PRIX FORFAITAIRES –MASSE SALARIALE DE LA CUISINE EPHAD PAMPELONNE:

La formule ci-après s'applique sur les frais salariaux et charges d'exploitation :

$$S_n = S_o * I_n/I_o$$

Avec

S_n = prix révisé

S_o = prix HT en cours d'application (ou prix HT de l'offre initiale)

I_n = dernier indice définitif connu au moment de la révision des prix

I_o = dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision (ou celui du mois de remise des offres pour la première révision)

Indice de référence :

Indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 56.29.1 - Services de restauration collective sous marché - Base 2015 – publié à l'INSEE sous l'identifiant 010546413

5.2.3 ARRONDI :

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales après la virgule, en appliquant la méthodologie suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales après la virgule.

5.3 MODE DE REGLEMENT, FACTURATION ET PAIEMENT

Il sera établi une facturation par site. Les prix facturés par le titulaire du marché seront ceux figurant dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (ATTR1), sous réserve des révisions de prix prévues au CCAP.

Le mode de règlement choisi est le virement.

Le paiement incombe à l'organisme dont dépend l'établissement visé par les prestations. Il s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-23 et R. 2191-31 du Code de la Commande publique.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier
- L'immatriculation du créancier au RCS
- L'identité bancaire telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- Le montant hors T.V.A. de la prestation.
- Les taux et montant des taxes
- Le numéro de marché, date et numéro du bon de commande
- La date de facturation
- La nature et les références des prestations (petit-déjeuner, déjeuner, goûter, dîner, collations, autres) et par typologie de clientèle (patients, invités, personnel)
- Les prestations particulières (repas améliorés, buffets sur commande)
- Les frais de main d'œuvre
- Les frais fixes d'exploitation non alimentaires
- La rémunération fixe du titulaire

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts, sauf disposition réglementaire contraire.

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement transmettent leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET 775 685 316 000 17 et le code service de l'établissement ayant passé la commande.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce

dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

ARTICLE 6 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché pourront être réexaminées au regard des dispositions précisées ci-dessous :

La clause de revoyure pourra être mise en œuvre dans les cas suivants :

1. Evolution du périmètre du marché :
 - Redéfinition du périmètre du marché en cas d'arrêt des prestations de denrée avec prestation de restauration pour l'établissement concerné par le lot ;
 - Redéfinition du périmètre du marché en cas de modification du mode de fonctionnement de l'établissement tel que :
 - o Evolution du fonctionnement de l'activité de restauration des établissements ;
 - o Evolution de l'activité d'un ou plusieurs établissements
2. Suppression ou changement d'un indice de révision de prix
En cas de suppression ou de changement d'un indice de révision de prix, l'acheteur se réserve la possibilité de substituer, après accord du titulaire, un nouvel indice par décision notifiée au titulaire, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

S'agissant d'un marché comportant un indice INSEE, il est précisé que si l'INSEE propose un indice de substitution, la révision sera effectuée sur la base du coefficient de raccordement.

3. Survenance de certains événements qui pourraient altérer en cours d'exécution du marché l'équilibre financier du marché, justifiant une modification de la clause de révision de prix.
4. En cas de révision de prix entraînant une hausse annuelle supérieure à 4 % des prix du marché.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions d'exécution technique du marché, et en cas de survenance, d'un ou plusieurs des événements listés ci-dessus, le TITULAIRE et la CANSSM conviennent qu'ils pourront procéder au réexamen des termes du contrat.

A la survenance, d'un ou plusieurs des événements présentés ci-dessus, le TITULAIRE et la CANSSM pourront alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour revoir les termes du présent contrat.

L'initiative de la demande de réexamen appartient à la CANSSM et au TITULAIRE par tout moyen permettant de garantir la bonne réception de la demande de réexamen.
La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent Marché.

A l'issue de ce réexamen, la CANSSM et le TITULAIRE conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, en conciliant, dans toute la mesure du possible, le respect de leurs intérêts respectifs.

Les évolutions précitées pourront notamment donner lieu à une adaptation du BPU et des conditions d'exécution du Contrat.

A défaut d'accord dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, la CANSSM pourra décider de résilier le contrat sans indemnité du TITULAIRE.

ARTICLE 7 PENALITES

La vocation des pénalités est, avant son aspect coercitif, pensé comme un dispositif incitatif mis en place de façon à renforcer la vigilance du titulaire sur des aspects sensibles de la prestation.

A ce titre, avant l'application d'une pénalité, la CANSSM transmettra au titulaire les éléments factuels prouvant le dysfonctionnement et la pénalité sera exigible le mois suivant.

Par dérogation à l'article 14 du Cahier des Clause Administratives applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), les pénalités visées au présent article sont applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulables entre elles. Les pénalités seront dues par compensation sur la facturation. En cas d'application de pénalité, celles-ci devront clairement apparaître sur la facture.

Le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération. Elles sont dues sans montant minimum.

DYSFONCTIONNEMENT	PENALITE EXIGIBLE
« Mesure de la qualité organoleptique des plats » Note inférieure à 7/10 lors de la dégustation d'un ou plusieurs plats	50 Euros par constatation avec un maximum de 150 euros (entrée, plat principal, dessert si élaboré)
« Contrôle des grammages » Grammage inférieur de 10% aux préconisations du GEMRCN constaté lors d'un contrôle	30 Euros par constatation multiplié par le nombre de repas servis
« Non-respect des grammages »	200 Euros Par jour calendaire de retard
« Respect du menu » Plus de 4 changements de menus dans un mois donné ou non information du client d'un changement du menu.	200 Euros par constatation ou changements supérieurs à 4.
« Inspection de la cuisine »	200 Euros par constatation en cas de présence de produits industriels, le montant

Constat de non-conformité ou présence de produits industriels	de la pénalité est multiplié par le nombre de produits présents.
« Retard de livraison non signalé »	150 € Euros par constatation multiplié par le nombre de jours de retard
« Formation du personnel encadrant et opérationnel » Non réalisation du plan de formation dans les délais impartis	300 Euros par constatation multiplié par le nombre de salariés concernés.
« Résultat des analyses microbiologiques » En cas de résultats non satisfaisant	analyse acceptable = 100 Euros/ analyse non conforme : 200 Euros/ analyse produit corrompu : 500 € Euros
« Résultat du contrôle externe Évaluation de la maîtrise sanitaire » - hygiène des locaux et matériel	200 Euros par non-conformité.
« Non remplacement en cas d'absence ou de défection de son personnel sous 12h »	200 Euros par constatation
Non présence au CLAN ou commission des menus	150 Euros par constatation
« Non transmission des documents permettant à la CANSSM de contrôler la qualité des prestation »	100 Euros par document manquant et par jour calendaire de retard
« Non réponse aux fiches incidents »	20 Euros Par fiche
Non-respect par le titulaire des obligations d'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique, tel que précisé dans son offre	2 % du montant des achats des produits concernés, sera appliquée
« Non-respect du plan alimentaire et quant à l'origine des produits »*	500 Euros pour non atteinte vis-à-vis du Plan alimentaire validé par les deux parties <i>*En cas de mise en place d'un Plan de Progrès</i>
« Non-respect du plan de progrès nutritionnel »	100 Euros par objectif non atteint vis-à-vis du Plan de Progrès validé par les deux parties
Non application des mesures proposées dans le mémoire au titre du développement durable et de l'insertion sociale	100 Euros par manquement constaté /absence d'information sur les actions mises en œuvre dans ce cadre.

En cas de non-paiement, la CANSSM se réserve le droit de déduire le montant de la pénalité du règlement des factures du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout retard dans les mises à disposition des denrées alimentaires, susceptible de gêner gravement la production de repas et le service,

signalé par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets, imputable à la seule responsabilité du titulaire, entraînera une pénalité correspondant au montant de la totalité des repas commandés le(s) jour(s) concerné(s) (coût réel du repas).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant du bon de commande considéré.

ARTICLE 8 RESILIATION

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de prestations interrompues répétées ou de manquements aux obligations du Titulaire, ayant occasionné à plusieurs reprises (au moins cinq) la mise en œuvre de pénalités, Filiéris Sud adressera un avertissement au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pendant une période d'un an à compter de la date d'avertissement, la persistance ou plusieurs manquements du Titulaire à ses obligations autorisera Filiéris Sud à prendre les mesures de résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

ARTICLE 9 MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans le délai indiqué dans la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une prestation normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'appliquent par simple constat du pouvoir adjudicateur de la non-conformité des prestations. Elles continuent à courir après la mise en demeure.

ARTICLE 10 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 CESSIONS D'ACTIVITE ET DE CREANCE

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession, ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de la CANSSM quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du Titulaire et du bénéficiaire de la cession.

ARTICLE 12 SOUS-TRAITANCE

Le cas échéant, le titulaire du marché peut sous-traiter des prestations, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 et aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CANSSM et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

La déclaration de chaque sous-traitant est obligatoire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre en plus des pièces mentionnées ci-dessus une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° ayant pour objet ... ».

En cas de sous-traitance au moment de la réception des offres, le CANDIDAT indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter.

En cas de sous-traitance, le CANDIDAT peut utiliser le modèle de déclaration de sous-traitance proposé par la direction des affaires juridiques et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Dans le cadre du paiement direct, les demandes de paiement sont libellées dans la monnaie de compte du marché, en l'occurrence l'euro et soumises aux modalités du présent CCAP.

L'acte spécial (DC4) précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue par la réglementation relative aux marchés publics. Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation relative aux marchés publics ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

La sous-traitance devra être déclarée via un DC4, dûment complété et signé en original, au minima 30 jours avant la réalisation de la prestation par le sous-traitant.

Elle peut également être déclarée au stade de l'offre dans le cas où un partenariat serait déjà convenu entre le titulaire et le sous-traitant. Le dossier de déclaration devra comprendre :

- un extrait k-bis du sous-traitant de moins de trois mois
- les attestations de régularité fiscale et URSSAF de moins de six mois,
- les attestations d'assurance en cours de validité ;
- une déclaration des salariés étrangers ;
- un DC2 complété ;
- les références ;
- les moyens humains et matériels ;
- une déclaration du chiffre d'affaires pour les trois dernières années ;
- en cas de redressement judiciaire, joindre le jugement du tribunal.

La non-déclaration de sous-traitance peut entraîner des pénalités ou la résiliation du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché, le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

Pour les autres questions relatives à la sous-traitance, il sera fait application des articles R. 2393-24 à R. 2393-40 du Code de la commande publique.

Toutes les clauses du marché s'imposent au sous-traitant qui y est soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la CANSSM, lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Il est rappelé que tout sous-traitant devra présenter dans l'exercice de la prestation dont il prend la charge, des licences, agréments et autorisations d'exercer conformément aux textes officiels dès lors que les prestations de sous-traitance l'exigent.

ARTICLE 13 MODIFICATIONS DE MARCHÉ

Les articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la Commande publique, relatifs aux modifications du marché, s'appliquent au présent marché.

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans les conditions prévues à l'article 6 du présent CCAP.

ARTICLE 14 REVUE DE MARCHE

Le marché sera évalué et revu conjointement par le service achats en Région et le titulaire une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». Le service achats des Affaires Générales de la Direction Régionale Sud Filieris sera à l'initiative de cette revue, au besoin, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM pourra être sollicitée.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- des prestations de suivi mises en œuvre
- des difficultés rencontrées
- un point financier des dépenses réalisées
- élaboration d'un plan de progrès au besoin
- des indicateurs,
- des actions en cours,
- les résultats des enquêtes de satisfaction, ou des commissions de menus.

Dans ce cadre seront en outre évalués le niveau de consommation des fluides, eau, gaz et électricité, ainsi que le coût de remplacement de la vaisselle.

Le titulaire proposera à chaque établissement un plan d'actions face aux nouvelles difficultés rencontrées ou objectifs non atteints.

ARTICLE 15 AVANCE

Le régime de l'avance est soumis aux dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Si les conditions visées par l'article R. 2191-7 susmentionné sont remplies, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement s'il renonce aux bénéfices de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à 6, R.2191-8 à 9 et R.2191-33 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

A noter que pour les petites et moyennes entreprises, l'avance sera portée à 20%.

ARTICLE 16 ASSURANCE

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa

responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels, immatériels et corporels causés à la CANSSM.

Il s'engage, sur toute demande faite par la CANSSM par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 17 DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE

Il est précisé que toutes les mesures proposées par le candidat dans le cadre de réponse technique (CRT), seront opposables au titulaire durant toute la durée du marché.

Développement durable

Dans le cadre d'un compte rendu annuel sur l'exécution du marché, le titulaire devra prévoir un point annuel sur toutes les mesures proposées. En cas d'oubli de cette information dans le rapport annuel ou le défaut de mise en œuvre de ces mesures, une pénalité prévue à l'article 7 pourra être appliquée.

Insertion sociale

Au terme du présent contrat, le candidat a la possibilité de mettre en œuvre une action d'insertion sociale qui sera valorisée dans le cadre de l'analyse des offres (voir élément du Cadre de réponse Technique). Auquel, cas tout engagement porté par le candidat dans le CRT, sera opposable à ce dernier pendant toute la durée du marché.

En application de l'article 16.1 du CCAG-FCS et selon l'engagement porté au CRT, le titulaire peut réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles, leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues au présent article :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;

- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi

pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientées en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

Aucun volume d'heure n'est imposé, le candidat est libre de proposer une action d'insertion selon ses possibilités. A noter toutefois que si le candidat a indiqué un volume d'heure dédié dans le cadre de son offre technique, il est tenu de le respecter.

Les solutions ci-dessous peuvent être envisagées :

- **par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).** Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- **par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;**

- **par le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Trois solutions peuvent être envisagées :

- La mise à disposition de salariés,
- L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par le titulaire du marché,
- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion(EI) ou une Entreprise Adaptée (EA).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Globalisation des heures d'insertion :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs lots au titre du présent marché, comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des mesures d'insertion, le candidat/titulaire pourra utilement se rapprocher de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

- Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de la CANSSM, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.*) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer la CANSSM par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

ARTICLE 18 LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, et dans les conditions prévues à l'article L.2197-6 du Code de la commande publique, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal judiciaire de Paris).

ARTICLE 19 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

DEROGATION	
ARTICLES DU PRESENT CCAP	ARTICLES CCAG-FCS
Article 3 « pièces contractuelles »	4.1
Article 4.3 « vérifications quantitatives et qualitatives	27 et 28
Article 7 « pénalités »	14
Article 8 « résiliation »	41 et 42